

UNIVERSITÉS

Le plan fictif de Sarkozy

Depuis plusieurs semaines, l'université est en colère : colère des étudiants, colère des personnels universitaires, colère des enseignants-chercheurs. Un mouvement s'est levé pour refuser un système, une logique que Sarkozy, après l'avoir fait passer en catimini, voudrait maintenant imposer par la force. Ce qui s'exprime, ce n'est pas de la « grogne » comme le disent avec mépris certains médias, c'est tout à la fois l'aspiration à vivre ses 20 ans dignement, à se doter de tous les moyens pour se construire un parcours de vie professionnelle et citoyenne réussi, et l'inquiétude face aux remèdes patronaux que la droite met en place.

Chacun sait bien de quoi il s'agit : d'accroître les mécanismes de sélection, de renforcer un système à deux ou trois vitesses, de marchandiser l'accès au savoir, aux qualifications : pour quelques uns, et d'abord ceux qui en auront les moyens financiers, des cursus d'excellence via les grandes écoles ou quelques universités prestigieuses. Pour les autres, la galère, les formations au rabais, des parcours de précarité.

Les effets de manche et de communication sur de nouveaux crédits n'abusent personne : Péresse annonce 15 milliards supplémentaires sur 5 ans, or pour 2008, ce ne sont qu'un peu plus de 150 millions d'euros qui seront investis. On est loin du compte et l'annonce de Sarkozy de vendre 3% d'EDF ne fait que renforcer le trouble par un financement ponctuel en cédant au privé des actifs publics.

Nous avons besoin d'autre chose, d'une autre politique. Le véritable enjeu c'est de permettre à tous d'accéder au plus haut niveau de culture et de qualification. Ce n'est pas qu'une question de justice. C'est une question de démocratie, si on veut que les citoyens puissent intervenir de façon pertinente, sur les grands choix de société. C'est ainsi que nous relèverons les défis majeurs de ce siècle, scientifiques, économiques et citoyens, tels que développer la recherche et les filières répondant au besoin d'une nouvelle



croissance respectueuse de l'environnement, ou encore, à l'heure de la cyber- révolution, faire de l'Université un outil d'innovation, de partage des savoirs et de confrontations d'idées ouvert sur la société. C'est le sens des propositions du PCF.

Oui, l'enseignement supérieur a besoin de réformes, de vraies réformes et pas d'un retour en arrière. Nous demandons au gouvernement d'abroger la Loi LRU et d'engager un grand débat national sur ces questions.

Nous proposons :

- **Des moyens pour l'université** : un plan pour sortir l'université et les étudiants de leur misère financière, et porter à 12.000 € la dotation par étudiant (contre 7.000 aujourd'hui) pour rattraper progressivement l'écart avec les grandes écoles. Un plan de construction et de modernisation des établissements sera mis en place pour rattraper le retard accumulé notamment en matière d'équipement ainsi qu'une politique de revalorisation du métier d'enseignant-chercheur. Les étudiants bénéficieront d'une allocation d'autonomie et d'un plan massif de construction de logements pour les sortir de leur précarité
- **Des parcours de réussite** : il est possible de réussir les deux paris de la démocratisation et de la réussite : en diversifiant les formations, par un cadre de reconnaissance nationale des diplômes nécessitant coopération et non concurrence des établissements universitaires. Nous nous engageons pour la mise en place d'une véritable sécurité sociale de l'emploi et de la formation tout au long de la vie.
- **Une démocratie universitaire** : l'université doit être en prise avec la société, pas avec le marché. Il faut développer les passerelles avec la recherche et créer les conditions d'une démocratie participative et une citoyenneté active à l'université. L'université doit être l'affaire de tous, accessible à chacun, quelque soit son milieu social, son âge, son degré de qualification.

Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France et en Europe

Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français

Je décide d'être membre du Parti communiste français

Je verse _____ euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom : _____ Adresse : _____

Téléphone : _____ Courrier électronique : _____

Renvoyer à : Parti communiste français - 2 pl. du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19 / T : 01 40 40 12 12 / @ : ecole@pcf.fr - W : www.pcf.fr